

# Le salaire est majoré de 25 % dans les entreprises para-étatiques

Le Conseil exécutif s'est réuni vendredi 22 février sous la présidence du premier commissaire d'Etat, le citoyen Kengo wa Dondo. Au cours de cette réunion plusieurs importantes décisions ont été prises.

Il a été décidé l'augmentation de salaire de 25% en faveur des travailleurs des entreprises para-éta-

tiques. Cette augmentation est prévue en deux phases. Au cours du premier semestre de cette année, le Conseil exécutif autorise une majoration de 15% tandis que les 10% seront accordés au cours du second semestre.

Par ailleurs, six inspecteurs de l'Enseignement secondaire et quelques fonctionnaires de l'EPS ont été révoqués de leurs

fonctions. Ils s'étaient rendus responsables de la divulgation des épreuves des examens d'Etat 1984 - 1985. Toutes ces décisions ont été annoncées au cours du compte rendu du Conseil exécutif lu par son porte-parole, le citoyen Ramazani Baya, commissaire d'Etat à l'Information et à la MOPAP.



HEBDOMADAIRE DU KIVU

2ème année, n° 268

Du 23 février au 01 mars 1985

Directeur - Editeur

Mutiri - wa - Bashara

Prix 20 Zaïres

B.P. 1613 Tél. 2525

## Editorial

### LE TEMPS DES CONCERTATIONS

Débats, délibérations et tant d'autres mots de la même notation ont émaillé la vie de certains responsables de la région ces deux dernières semaines. En effet, l'actualité était dominée par les "journées de réflexion de la Table ronde socio-économique" initiées par les Comités régionaux du

Ces deux faits constituent des portes ouvertes sur l'avenir. Il s'agissait pour le promoteur de démontrer que la région débouchera sur la mise en oeuvre d'un train de solutions consignées dans les "Actes". L'opinion le sait, les cadres politiques s'étaient retranchés dans la presque totalité pour réfléchir sur la manière d'insuffler une vie aux décisions prises par le Guide Mobutu, le 5 décembre inaugurant son septennat du social.

Cette tâche a été confiée à un groupe d'experts issus des milieux socio-économique de la région.

Une chance historique pour la région du Kivu d'envisager avant les autres une telle initiative ? Certes oui, mais que la parole a été donnée aux preneurs de décisions au niveau de l'exécutif local pour exposer leurs difficultés et leurs aspirations. Et le choix du leur a été fort bénéfique tant plus qu'il s'agissait de la colline inspirée de Mutitu, fief de l'ISP/Bukavu.

Le rapport de cette concertation (que nous publions également dans la page 9 qui s'est inspiré du discours du 5 décembre 1984, des programmes de l'exécutif régional et surtout des résolutions des "Journées de réflexion" révèle avec éclat qu'au niveau du Kivu va se façonner dans un avenir prometteur un proche avenir.

La nouvelle société et nouvelle mentalité sur la politique économique à suivre axée autour de l'intégration industrielle, l'agriculture, par exemple, encouragera la culture de l'oranger, la se consenter avec l'ENRA-Beni, la sucrerie de Kiliba, le groupe Tshimbalanga pour son approvisionnement activement en riz et maïs. Face aux maladies du manioc, une commission technique a été constituée. Là aussi, il a été décidé la libéralisation...

Un mot magique qui vaut son pesant d'or en un temps de crise : la réflexion commune de la population est encore d'actualité de l'Etat.

Suite en page 2

## Démographie

### Le Kivu compte

5.187.865 habitants

D'après le recensement de la statistique (INS) général scientifique qui nous a également effectué du 1er au 15 juillet 1984 sur résultats détaillés de toute l'étendue du territoire national, les entités administratives intervenant dans la région du Kivu est par la publication la plus peuplée avec définitive à l'issue des travaux de codification en cours. Les 5.187.865 habitants des travaux de codification sur les 30.000.000 que compte notre pays, soit environ les 6/10 de la population du Zaïre.

Le Kivu héberge ainsi 2.526.490 hommes (48,7%) et 2.661.375 femmes (51,3%) tandis que 5.025.119 nationaux (96,10%) cohabitent paisiblement avec quelque 162.746 étrangers (3,90%).

Telles sont les paramètres démographiques régionales nous livrées par le citoyen Muhiya Lumbu du bureau central de l'Institut national des futurs recensements.

Suite en page 2

## Fin des travaux de la table ronde socio-économique tenue à Bukavu du 22 février 1985

Faisant suite aux "Journées de Réflexion" du Comité régional sur le Discours Présidentiel du 5 décembre 1984, une Table Ronde Socio-Economique s'est tenue à Bukavu du 14 au 22 février 1985.

Le Président régional du MPR et Gouverneur de région du Kivu a dirigé personnellement les travaux de cette Table Ronde assisté du citoyen Edjonga Bokwa Bomow'andkoy, du Directeur de région Ngoy Shambuyi Kampenzu et Directeur du Journal JUA, Mutiri-wa-Bashara respectivement comme Premier Vice-président, Deuxième Vice-président et Rapporteur général.

Ont pris part à cette Table Ronde, outre les représentants des services traditionnellement liés à l'Administration publique, les représentants des organismes tant officiels que privés, nationaux aussi bien qu'étrangers opérant au Kivu.

Cette Table Ronde Socio-Economique a arrêté les grandes lignes d'application du Programme Présidentiel au Kivu. Elle a offert aux participants représentant toutes les forces vives de la Région impliquées dans la réalisation du Programme l'occasion de s'imprégner des recommandations issues des Journées de Réflexion.

S'appuyant sur le discours d'ouverture du Président régional du MPR et Gouverneur du Kivu, les participants à la Table Ronde Socio-Economique ont, à l'issue des travaux, dégagé des modalités pratiques d'application sur le terrain du Programme Présidentiel, défini les voies et moyens en vue d'accélérer le processus de développement régional en conformité avec le Discours Présidentiel du 5 décembre 1984.

Les participants à la Table Ronde Socio-Economique ont constitué deux groupes de travail comprenant :

Suite en page 9

SUD-KIVU  
LE BURUNDI  
EXPULSE 64  
ZAIROIS  
A UVIRA

Suite en page 2

## FEUX ROUGES

A LA PLACE DU 24 - NOVEMBRE

La recherche effrénée des parcelles va-t-elle conduire à l'acquisition de la terre publique ?

Tout porterait à le croire avec les attributions, on ne peut plus fantaisistes et anarchiques que les responsables de la terre sont en faveur de quelques privilégiés.

Si les marchés de Nguba et de Nyawera sont menacés, c'est la Place du 24 - Novembre qui est aujourd'hui convoitée. Un quidam y procède déjà du côté Pageco au terrassement. Qui ne doit pas signifier la destruction d'oeuvres anti-érosives !

Ambassade  
FILTRE